



Publication externe de poste vacant

50374860

Job Posting Title

Spécialiste de la justice transitionnelle

Date de début

16.03.2018

End Date

17.04.2018

Code de référence

TJEHCSS04

Désignation de la fonction

Transitional Justice Expert - Hybrid Court for South Sudan

Organization

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Lors de sa 547^{ème} session, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement à New York le 26 septembre 2015 pour prendre une décision sur les questions liées à la responsabilité concernant les violations graves des droits de l'homme et d'autres actes graves qui ont été commis dans le cadre du conflit interne qui déchire le Soudan du Sud depuis le 15 décembre 2013. Le Conseil a approuvé la création par la Commission de l'Union africaine d'un tribunal hybride indépendant appelé Cour hybride pour le Soudan du Sud (HCSS) contrôlé et dirigé par les Africains pour répondre aux besoins de justice et de responsabilité du Soudan du Sud engendrés par les violations graves des droits de l'homme et d'autres exactions graves.

Dans l'ensemble, le projet sera coordonné par le Bureau du Conseiller juridique conformément au mandat que lui a confié le président de la Commission de l'UA. En conséquence, le Bureau du Conseiller juridique sera le centre de coordination pour la mise en œuvre globale du projet. Le spécialiste de la justice transitionnelle sera basé à Addis-Abeba (Éthiopie), au siège de la Commission de l'UA. Cependant, le titulaire est susceptible de voyager souvent pour des missions sur le terrain.

Service

POSTE :

Intitulé du poste : Spécialiste de la justice transitionnelle
Grade : P2
Supérieur hiérarchique : Coordinateur de projet
Lieu d'affectation : Addis-Abeba (Éthiopie)
Nombre de postes : 1

Tâches

PRINCIPALES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision générale du coordinateur de projet, le spécialiste de la justice transitionnelle assumera les tâches suivantes :

- Soutenir la planification stratégique, la formulation et le suivi du projet ;
- Élaborer un cadre stratégique de justice transitionnelle pour mettre en œuvre le chapitre V (3) de l'Accord sur le règlement du conflit au Soudan du Sud ;
- Identifier des mécanismes pour recueillir des preuves sur les violations des droits de l'homme, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ;
- Sous réserve de l'évolution des conditions sécuritaires dans le pays, effectuer des missions de consultation à Juba (Soudan du Sud) ;
- Concevoir un document stratégique complet sur les modalités de collaboration avec d'autres éléments d'une disposition transitoire mise en place dans le cadre d'initiatives de consolidation de la paix et de réconciliation ;
- Contribuer à l'établissement de rapports et de publications et faire office d'examineur ;
- Contribuer à l'établissement régulier de rapports d'activités narratifs et financiers du projet ;
- Représenter la Commission de l'UA lors de diverses réunions sur la réforme de la justice et de la justice transitionnelle ;
- Fournir des conseils sur les réponses appropriées à apporter aux défis de la justice transitionnelle et assurer la coordination ;
- Conseiller le coordinateur de projet sur les questions suivantes :
 - Concepts, principes et normes internationales régissant la justice transitionnelle ;
 - Soutien à la cartographie des violations des droits de l'homme relative au projet, à l'élaboration d'une base de données et/ou d'un outil de gestion des affaires, au renforcement des capacités en matière de protection des victimes/témoins ;
 - Fourniture d'éclaircissements sur les questions de droit pénal liées à la justice transitionnelle et aux poursuites criminelles, y compris l'évaluation du cadre juridique existant relatif aux poursuites criminelles ;
 - Intégration du genre dans les documents clés de projet et les processus de développement ;
 - Contribution à la compréhension des facteurs sociaux, politiques, économiques et culturels du conflit au Soudan du Sud qui ont un impact sur le processus de la Cour hybride ;
- ? Mise en place de la réforme institutionnelle en faveur de l'accès à la justice dans le contexte de la mise en œuvre de la réforme de la justice élaborée par les acteurs nationaux ;
- S'acquitter de tout autre tâche, selon les besoins.

Exigences

1. QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES ET EXPÉRIENCE REQUISES

- Le candidat doit être titulaire d'une Licence universitaire en droit, droits de l'homme, sciences politiques, développement international ou dans un domaine connexe d'une institution reconnue, avec 3-4 ans d'expérience dans les mécanismes de justice transitionnelle tels que la conception de stratégies et la collaboration avec les homologues nationaux et internationaux, ainsi qu'une expérience dans la gestion, le

conseil et la mise en œuvre de projets liés à l'état de droit et à la justice transitionnelle. Des connaissances et une expérience spécifiques au conflit du Soudan du Sud sont hautement préférées.

La priorité sera accordée aux candidats admis à la pratique du droit.

2. AUTRES APTITUDES PERTINENTES

- Un niveau élevé de compétence en communication et en négociation ainsi qu'une capacité à établir des partenariats avec des partenaires et des parties prenantes clés.
- De solides compétences en matière d'élaboration de documents juridiques complexes, y compris des avis juridiques confidentiels et des protocoles d'accord, ainsi qu'une aptitude avérée dans la conduite de négociation relative à des projets et programmes complexes ;
- Capacité à traiter des questions sensibles dans le cadre d'un environnement multiculturel et à établir des relations professionnelles avec les collègues ;
- Capacité à communiquer de manière efficace par écrit ou oralement ;
- Capacité à se servir des applications Microsoft Office standard.

3. CONNAISSANCES DES LANGUES

La maîtrise de l'anglais est requise. Une connaissance pratique de l'une des autres langues de l'Union africaine (français, arabe ou portugais) serait un atout.

4. DURÉE DU CONTRAT

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période d'1 an, dont les 3 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat est renouvelable pour une période similaire d'un an, sous réserve de résultats satisfaisants et de la disponibilité des fonds.

5. ÉGALITÉ DES CHANCES

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

6. RÉMUNÉRATION

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire mensuelle de 7 101,01 \$ EU (P2 Échelon 5) toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 5 562,65 \$ EU toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires locaux de la Commission.

7. COMMENT SOUMETTRE SA CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 17 Avril 2018, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA <http://www.aucareers.org>

Les candidatures déposées font l'objet d'une présélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une présélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba (Éthiopie)

Type de contrat

Court terme

Taux d'activité

Temps plein

Établissement

Headquarters